



Découvrez...

5 questions à Macaire Lawin.....	2
Parcours manager de Wilfried Zinsou.....	4
Parcours entrepreneur Bouya Ndiaye	7
Dossier nominations.....	11
On en parle.....	11
Citation.....	12

Édito

C'est un plaisir pour l'équipe de rédaction de vous proposer ce 3ème numéro pour clôturer cette année 2020 .

A travers cette dernière édition nous vous apportons des informations sur le fonctionnement du club ainsi qu'un regard singulier sur le secteur bancaire en Afrique.

Bonne lecture

T. Léon Fodzo

5 questions à...

Macaire Lawin

Responsable Club Afrique IAE Sorbonne

MBA, IAE Paris - Sorbonne Business School (2006)

Club Afrique : Quel bilan faites vous de l'année en cours , en ce mois de décembre 2020 ?

Comme vous le savez, l'année 2020 qui s'achève sera indélébile dans nos mémoires collectives compte tenu de l'impact systémique de la crise sanitaire engendrée par la COVID-19 sur l'économie et la finance mondiale. Dès lors, nous avons dû adapter notre feuille de route pour poursuivre nos chantiers stratégiques au premier rang desquels les « ZOOM Café » en remplacement des cafés présentiels à Paris, l'édition 2020 de la revue « Investir, Administrer et Entreprendre » en Afrique. C'est l'occasion de remercier tous ceux qui ont œuvré dans l'ombre, en dépit des conditions sanitaires, à la perpétuation de nos missions.

Club Afrique : Pour la deuxième année consécutive vous publiez une revue annuelle. Pouvez vous revenir sur la genèse de cette revue et la perception qu'en ont des lecteurs ?

Depuis 5 ans le Club Afrique a diffusé en moyenne une fois par mois une Newsletter qui est désormais remplacée par une revue périodique publiée en moyenne 3 fois par an.

L'idée de la création de cette revue annuelle « Investir, Administrer et Entreprendre » en Afrique remonte en 2017 au titre des travaux conduisant à la publication de la revue officielle de la 27ème édition du Sommet Afrique - France qui s'est tenu les 13 et 14 janvier 2017 à Bamako (Mali). L'agence de communication (Agence KAS) qui en avait la responsabilité nous avait sollicité pour reprendre in extenso le parcours inspirant et édifiant de Soraya MELLALI (alumni 85 et Vice-présidente de la Banque Africaine de Développement) dans la rubrique « Femmes Africaines - Leaders pour le Développement ».

Cette reconnaissance soudaine et non moins flatteuse nous a permis de négocier une collaboration avec la même agence pour concevoir et réaliser la 1ère édition de la revue. Il me plaît de rappeler à ce stade de mon propos que cette revue est dédiée aux réflexions des alumni



et professeurs – titulaires de chaires de recherche de l'IAE Paris-Sorbonne Business School sur les problématiques de développement socio-économique de l'Afrique. Le format imposé est un papier d'environ 2 à 5 pages (format A4) qui pose une problématique, l'analyse et formule des recommandations.

A l'évidence, le succès du 1er numéro de la revue nous a encouragé à lancer avec force et vigueur la publication du 2nd numéro dont le webinaire de lancement ([voir lien](#)) s'est tenu le 15 décembre, en présence de Éric Lamarque (Directeur de l'IAE Paris) et de nos quatre panélistes auteurs d'articles qui reviennent sur les impacts de la crise sanitaire engendrée par la COVID-19. Nous espérons que cette édition 2020 rencontrera un franc succès au même titre que l'édition 2019 voire plus.

Club Afrique : Quels sont les grands chantiers du club Afrique pour l'année 2021 ?

La publication de l'édition 2021 de notre revue « Investir, Administrer et Entreprendre » en Afrique constituera assurément un événement important de l'année. Pour ce faire, nous lancerons dès mars, notre traditionnel « Appel à contribution ». A cela s'ajoute la poursuite de nos « ZOOM Café » qui seront doublés si la situation sanitaire le permet par des cafés « Afrique » en présentiel à Paris. Ces deux formules d'animation de nos réseaux en Afrique ne touchent pas les mêmes publics et doivent coexister.

Nos revues périodes et le développement de notre réseau en Afrique (avec des nominations par le CODIR de nouveaux référents et coordinateurs internationaux) seront également des jalons importants de la vie du club et sur notre feuille de route 2021.

Enfin et selon les opportunités, nous inscrirons sur notre agenda un ou deux webinaires et/ou conférences-débats en présentiel avec des intervenants prestigieux qui contribuent par leurs activités à l'émergence d'une Afrique des défis relevés.

Club Afrique : quels sont les pays africains couverts par les activités de l' alumni IAE Paris ?

A ce jour, nous avons des référents dans 9 pays, à savoir : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Niger, Tchad, Sénégal. Ces référents sont appuyés par 3 coordinateurs internationaux. Par ailleurs, le processus conduisant à la nomination par le CODIR courant 1er trimestre 2021 de nouveaux référents est d'ores et déjà engagé pour les référents du Congo, de la Guinée, du Mali et du Togo. Il est rappelé que nos alumni peuvent postuler pour nous représenter dans les pays non couverts à ce jour sur le continent africain.

Club Afrique : Comment contacter le club Afrique pour des projets ou suggestions ?

Vous pouvez nous contacter sur le site web de l'alumni ici ou par email : club-afrique@iae-paris.org.

Parcours Managérial

Wilfried Zinsou

Head Transaction Service Group - ECOBANK BENIN

MBA, IAE Paris - Sorbonne Business School (2018)



Club Afrique : Bonjour et merci de nous accorder cet entretien. Pouvez-vous vous présenter à nos nombreux lecteurs ?

Bonjour, mon nom est Wilfried ZINSOU, j'ai 40 ans et je suis marié et père de 4 enfants. J'ai commencé ma carrière professionnelle il y a 18 années avec la Bank Of Africa Bénin (BOA) après un Diplôme de Technicien Supérieur en Gestion des Banques obtenu à l'Institut National d'Economie d'alors, aujourd'hui ENEAM.

A la BOA Bénin où j'ai passé une dizaine d'années, j'ai commencé mon expérience en tant que guichetier payeur, puis j'ai accédé à des fonctions commerciales (gestionnaire de compte, animateur commercial et Directeur d'agence). Pendant ces années, j'ai participé aux formations du Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB) avec l'obtention du Diplômes de Conseiller Commercial de Banque et de l'Institut Technique de Banque (ITB) pour lesquels j'ai été major de promotion au Bénin.

J'ai par la suite intégré le cercle des formateurs du CFPB où j'ai dispensé pendant une année les formations aux cycles du Brevet Bancaire et de l'ITB. J'ai par la suite rejoint le groupe UBA (United Bank for Africa) en tant que Directeur Régional banque de détail et je suis passé après 3 ans Directeur Infrastructure et Constructions aux grandes entreprises. Aujourd'hui, je suis avec Ecobank Bénin à la tête de la banque des Transactions avec pour défi de fournir aux grandes entreprises et aux PME's tant des solutions de cash management adaptées à leurs besoins et au défi de Digitalisation qui se présente à l'industrie bancaire, que de produits de trade finance pour les accompagner sur leurs transactions à l'international.

Je suis assez ouvert d'esprit avec un goût prononcé pour les challenges et mon passe temps favori est le sport

Club Afrique : Quels sont les secteurs à fort potentiel pour entreprendre au Bénin ?

Au nombre des secteurs porteurs pour entreprendre au Bénin, nous avons :

- L'agriculture et l'agroalimentaire : ce secteur est aujourd'hui l'un des plus attractifs pour investir. Avec des filières clés comme : l'anacarde, le coton, le soja, l'ananas, le palmier à huile, le maïs ... L'agriculture garde un fort potentiel de développement avec environ 80% des terres cultivables non exploitées. De plus, la proximité avec le Nigéria nous donne une position stratégique en terme de débouchés pour nos produits.
- L'industrie manufacturière : ce secteur est également porteur quand on sait que nous ne transformons presque pas nos principaux produits d'exportation comme le coton et l'anacarde. L'océan est assez bleu sur ce segment et les industries dûment établies se comptent du bout des doigts. Il faut toutefois noter que c'est un secteur avec une forte intensité capitalistique, ce qui demande donc très souvent des investissements de départ assez lourds.

- Les BTP : Le gouvernement du Bénin, à l'instar de la plupart des pays Africains s'est engagé dans un programme ambitieux visant à se doter des infrastructures indispensables à l'atteinte des objectifs de développement. Ainsi plusieurs projets touchant la construction et la réhabilitation de route, la construction de logements sociaux, la réhabilitation des principaux marchés, la modernisation de stades, la construction de centres commerciaux sont en cours de lancement et vont offrir de réelles opportunités d'affaires à toutes les entreprises évoluant dans le BTP et ses secteurs annexes (carrière, vente de matériaux de construction, cimenterie, ...).
- Je citerai pour finir les services : Ici aussi beaucoup de choses restent à faire. Des projets majeurs comme la construction d'un aéroport international, la réhabilitation de plusieurs sites touristiques à travers tout le pays vont être lancés très bientôt avec comme objectif de faire du Bénin une destination touristique de choix. Il existe donc un fort potentiel de croissance pour les services en général avec les secteurs touchant au tourisme et à toute sa chaîne de valeur (hôtellerie, restauration, transport, immobilier...)

Club Afrique : Quels sont les atouts du Bénin que vous conseillerez à un Alumni qui aspire à investir dans votre pays ?

Le Bénin c'est tout d'abord un modèle de démocratie cité en exemple à travers toute l'Afrique depuis la conférence nationale de 1990, ce qui lui procure une stabilité politique indispensable à tout investissement.

C'est aussi une position géographique stratégique conférée par : la proximité avec le Nigéria, le port de Cotonou offrant un accès à la mer pour de nombreux pays voisins enclavés comme le Niger, le Burkina, le Mali, le Tchad ...

C'est une croissance économique prometteuse avec les belles performances réalisées par l'actuel gouvernement et de bonnes perspectives pour les années à venir qu'anticipent des institutions comme le FMI et la Banque mondiale.

Et c'est pour finir, un peuple accueillant avec une culture qui veut que l'étranger soit traité comme s'il était chez lui.

Club Afrique : Quels sont les pièges à éviter lorsque l'on souhaite investir localement ?

Quand on veut investir au Bénin, et ceci reste valable pour les autres pays, il faut d'abord et avant tout éviter de venir proposer des produits ou des services au marché, il faut plutôt partir des problématiques constatées sur le terrain et proposer des solutions à travers des produits ou services. Quelle que soit l'attractivité d'un secteur, le facteur clé de succès réside dans la capacité à apporter des solutions à valeur ajoutée et meilleures à celles de la concurrence. Un réflexe bien connu sur place des gens qui veulent investir est celui du "plagia".

Tout le monde veut se lancer dans une activité parce qu'on a vu le voisin faire, et qu'on estime que cela a apparemment bien marché. La rigueur et le suivi de l'activité restent aussi des aspects très importants. Il faut s'entourer des bonnes compétences, mettre en place un système de suivi efficace et rester très proche de son activité.

Et pour finir, il est bon de savoir que le Béninois est un peuple en général pas très expressif et assez introverti. Connaître cette psychologie et en prendre compte dans les interactions peut éviter de commettre des erreurs.

Club Afrique : Quelles sont les différentes formes juridiques pour les entreprises au Bénin ?

Il existe la forme d'entreprise individuelle appelée établissement avec un régime fiscal assez allégé et une absence de différence entre le patrimoine de l'entreprise et celui de son promoteur; la Société à responsabilité limitée, la Société par actions simplifiées, la Société anonyme, la Société en nom collectif, la Société en commandite simple, le Groupement d'intérêt économique ... Les formes les plus utilisées sont l'établissement, la SARL, la SA, le GIE et la SAS.

Club Afrique : Existent-ils des avantages fiscaux incitatifs pour les créateurs d'entreprise au Bénin ?

Il a été mis en place par le gouvernement, un régime fiscal simplifié et avantageux pour les micros et petites entreprises qui est la Taxe Professionnelle Synthétique. L'objectif visé entre autres est de sortir le plus d'entrepreneurs possible de l'informel qui occupe toujours une part importante de nos économies. Certains dispositifs ont également été mis en place afin de faciliter le processus de paiement des impôts par les entreprises. Je pense ici en particulier à la télé déclaration et au télé paiement des impôts qui est effectif depuis plusieurs mois déjà.

Club Afrique : Un site internet ou une adresse pour avoir plus d'information sur la création d'entreprise au Bénin

Je conseillerai le site de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX) : www.gufebenin.org

Parcours Entrepreneur

Bouya Ndiaye

Directeur ECBN PARTNERS

Master Finance, IAE Paris - Sorbonne Business School (2012)



Club Afrique : Bonjour et merci de nous accorder cet entretien. Pouvez-vous vous présenter à nos nombreux lecteurs ?

J'ai intégré la prestigieuse université de la Sorbonne à la rentrée 2002 grâce au 1er prix reçu au concours général sénégalais la même année. Après une licence en gestion en 2005, j'ai obtenu le Master en Sciences de Gestion (MSG) en 2007.

J'ai démarré ma carrière professionnelle par un stage longue durée dans le département finance d'EDF en qualité de Contrôleur de Gestion des centrales nucléaires de Flamanville et de Penly. Ensuite, j'ai travaillé successivement chez CGG Veritas en tant que Responsable comptable, puis au Conseil Général des Hauts de Seine en tant que Chargé de Missions pour le suivi des projets en partenariat public-privé (PPP).

En 2012, après une expérience de professionnelle de cinq ans, j'ai cherché à renforcer mes compétences en finance en intégrant l'Executive Master Finance de la Sorbonne Business school qui permet de coupler formation et activité professionnelle. J'ai, par la suite, intégré le parcours de l'expertise comptable par le biais des équivalences obtenues grâce l'Executive Master Finance et la MSG.

En 2014, après une expérience de huit ans en France, j'ai eu l'opportunité de démarrer une carrière professionnelle au Sénégal d'abord en tant qu'Expert-comptable stagiaire au cabinet Mayoro Wade (ex PwC Sénégal), puis en tant qu'Analyste financier à Global Interface Trust (société de conseil et d'intermédiation financière), ensuite en tant que Senior Associate à Impaxis (société de gestion et d'intermédiation). A travers ces expériences au Sénégal, j'ai eu à participer à des opérations d'envergures de levée de fonds sur et hors marchés financiers, mais également à des opérations M&A et assimilés en zone UEMOA et CEMAC.

Club Afrique : Après une riche expérience en tant que salarié, qu'est-ce qui vous a poussé à créer votre propre entreprise ?

La finalité de l'expertise comptable est de s'installer à son compte ou en association. Après une expérience cumulée de 15 ans en Banque d'affaires (CIB), société de gestion et d'intermédiation financière (SGI), en cabinet comptable international et conseil financier aux entreprises, il a été décidé de lancer notre propre « boutique » dans l'optique de proposer des offres d'accompagnement et de conseil financier adaptées aux PME locales et régionales à forte capacité « les Gazelles ».

Club Afrique : Quelles sont les principales difficultés rencontrées par un entrepreneur au Sénégal ? Comment peut-il les surmonter ?

Les difficultés relèvent de l'accès à l'information et de l'identification des structures d'accompagnement adaptées à ses besoins. En effet, le Sénégal a mis en place un large dispositif d'accompagnement des entrepreneurs mais celui-ci est peu connu.

Ce dispositif est composé entre autres de la Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide (DER), le Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP), l'Agence de Développement et d'Encadrement des PME (ADEPME), la Banque Nationale pour le Développement Économique (BNDE) et le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS).

Cet important dispositif a pour objectif :

- la DER pour financer l'amorçage de l'entrepreneuriat,
- l'ADEPME pour accompagner en assistance technique les entrepreneurs dans le formalisme et la mise en place de procédures et autres cahiers de charge,
- le FONGIP pour garantir les financements accordés aux PME ne disposant pas de garanties réelles,
- le FONSIS et la BNDE pour des interventions respectivement en capital et en dette.

Le dernier recensement général des entreprises (RGE) a montré que sur les 407 882 unités économiques recensées au Sénégal, 45% ont moins de cinq ans et sont donc toujours fragiles[1].

L'ensemble du dispositif a pour but d'accompagner l'entrepreneur dès la création de l'unité économique jusqu'à la croissance.

Toutefois, le déficit d'information se résorbe grâce à une meilleure communication des acteurs de ce dispositif de soutien.

Club Afrique : Très peu de patrons de TPE au Sénégal ont accès au crédit bancaire. Comment une structure comme la vôtre peut les accompagner pour améliorer leurs relations avec les investisseurs potentiels ?

L'Expert-comptable, en tant que tiers de confiance indépendant de tout conflit d'intérêt, est le partenaire idoine du chef d'entreprise pour produire une information financière fiable et utilisable par tous les utilisateurs de l'information financière de l'entreprise.

Ainsi, nous accompagnons nos clients dans la production d'informations financières et le reporting, le conseil financier dans le choix d'une source de financement adaptée aux besoins de l'entreprise et l'assistance dans la préparation et la structuration d'une opération de levée de fonds et autres opérations complexes.

Club Afrique : La numérisation des flux et l'intelligence artificielle vont permettre de plus en plus aux banques en Afrique de rapprocher flux bancaires et pièces comptables, de réaliser des prévisionnels dans les années à venir.

Ne va-t-on pas vers un empiètement de banques africaines sur le métier des experts comptables ?

Qui mieux que l'Expert-comptable pour produire une information financière fiable et sécuriser tous les flux ? D'ailleurs, le congrès 2019 du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-comptables (CSOEC) avait pour thème : « L'Expert-comptable au cœur des flux ». L'Expert-comptable, sur la base de ses travaux, fournit une information financière fiable pour aider la banque dans sa prise de décision. Nous sommes ainsi un partenaire des tiers de l'entreprise y compris la banque pour sécuriser et fiabiliser les flux de l'entreprise. C'est l'expert-comptable tiers de confiance.

Club Afrique : On s'attend dans les années à venir à une consolidation du secteur bancaire impulsée entre autres par les normes Bâle 2 et 3. Quels conseils donneriez-vous à un dirigeant bancaire à cet effet ?

Nous avons déjà eu à dire, dans des entretiens précédents, tout le mal que nous pensons des normes Bales 2 et 3 conçues par les occidentaux pour les occidentaux. Les normes Bales 2 et 3 ne sont pas adaptées à nos économies avec comme conséquences des exigences en fonds propres insoutenables pour les banques mono pays et

[1] Rapport global du Recensement général des Entreprises du Sénégal

autres groupes bancaires n'ayant pas une certaine taille critique et une raréfaction des crédits pour les petites et moyennes entreprises (PME) qui représentent 98% de l'économie sénégalaise.

A titre d'exemple, avec Bales 2 et 3, une banque qui accorde un crédit de mille euros à une PME doit provisionner 100% du crédit et constituer des fonds d'environ 8% de son exposition, soit 80 euros[2].

La provision de mille euros réduit directement le résultat de la banque. De plus, les fonds propres supplémentaires exigés pour couvrir l'exposition de la banque sur la PME réduisent d'autant la rentabilité des capitaux propres engagés. Ainsi, compte tenu du profil des PME de la région UEMOA qui sont généralement des sociétés unipersonnelles et sans garantie réelle, les PME qui représentent 99% du tissu économique seront exclues du financement bancaire.

Qui mieux que l'Expert-comptable pour produire une information financière fiable et sécuriser tous les flux ?

L'unique attrait des normes Bales 2 et 3 est qu'elles favoriseront la consolidation du secteur bancaire sénégalais et de la région UEMOA. En effet, le secteur bancaire sénégalais comprend 29 établissements, dont 97% sont des filiales de Groupes internationaux ou régionaux. En raison du nombre relativement important d'acteurs bancaires (29), le secteur bancaire sénégalais peut être qualifié de fragmenté. En effet, le Top 15 des banques représente plus 90% de l'actif total du secteur[3]. De plus, dans le top cinq des groupes bancaires présents en région UEMOA, il y a qu'un seul acteur régional. Et dans le classement des douze principaux groupes bancaires exerçant dans la région UEMOA sept ont des nationalités hors zone, soit 58% et avec une part de marché de 45,5% [4]. De ce constat, la consolidation des acteurs régionaux devient une évidence et les dirigeants bancaires doivent envisager une stratégie de fusion régionale pour renforcer leurs parts de marché et leurs tailles pour faire face aux normes de Bales.

Club Afrique : Les opportunités offertes par la fintech sont-elles une menace ou une opportunité pour l'expert-comptable africain ?

Les fintech jouent un rôle important dans l'inclusion financière des pays de l'UEMOA. A titre d'exemple en 2019 au Sénégal, les Établissements de monnaie électronique (EME) éligibles dans la catégorie des fintechs enregistrent 4 800 000 comptes et 98 373 points de services contre 2 086 000 comptes et 512 agences et bureaux pour les établissements de crédits sur une population sénégalaise d'environ 16 millions, soit un taux de pénétration de 30% pour les fintechs et seulement 13% pour les banques classiques.

De plus au 31 décembre 2019, les opérations effectuées à partir des fintechs ont concerné principalement des transferts de cash, des paiements marchands et de factures, des paiements de salaires, des opérations avec l'administration publique[4].

Ainsi, les fintechs sont une opportunité pour le professionnel de l'expertise comptable, car elles permettent de sécuriser les flux et participent à la fiabilité de l'information financière. Également, certaines fintechs développent des outils pour automatiser les traitements de l'information financière. Pour ma part, ces outils ne concurrencent pas l'Expert-comptable dans ses prérogatives de fiabiliser l'information financière mais plutôt permet au professionnel de libérer du temps pour se consacrer d'avantage à l'analyse qu'aux traitements des flux.

[2] En l'absence de garantie réelle

[3] Sur la base du total des actifs consolidés au 31 décembre 2019

[4] Rapport commission bancaire UMOA 2019

Club Afrique : Quels conseils donneriez-vous à un Alumni, qui souhaite entreprendre au Sénégal ?

Le Sénégal est le 2ème pays de l'UEMOA en termes de PIB. Le pays a connu une croissance du PIB supérieure à 5% au cours des 5 dernières années. Les perspectives macroéconomiques du Sénégal vont totalement changer avec la découverte de réserves massives de gaz et de pétrole et une production attendue d'ici 2023. La Covid-19 a naturellement impacté le pays avec un PIB révisé à 3% contre 6% initialement estimé, soit un recul de 50%. Toutefois, le Sénégal offre des perspectives intéressantes dans tous les secteurs du primaire jusqu'au tertiaire avec l'exploitation des ressources naturelles, la transformation des matières premières et les services en général.

Un seul conseil : l'audace et la patience.

Club Afrique : De votre Executive Master, quels souvenirs gardez-vous à ce jour ?

L'Executive Master Finance a été un véritable accélérateur de carrière. En intégrant les dernières évolutions d'un secteur en perpétuel changement, ce programme m'a permis de consolider mes compétences dans l'identification et le traitement de l'ensemble des problématiques financières de mes clients entreprises. Je profite de cette tribune offerte pour remercier l'ensemble des équipes pédagogiques de l'UFR 06 Gestion et la Sorbonne Business School. Je suis fier d'être un produit 100% Sorbonne.

Nominations

Période de troisième Trimestre 2020

Niveau de responsabilités: Managers / Cadres dirigeants

Sources: Presse spécialisée, Retours d'Alumni

2020

- Jérôme Bertrand-Hardy, MBA IAE Paris - Sorbonne Business School (1989) a été promu en septembre 2020 CEO de la filiale béninoise de l' Agence Française du Développement.
- Abdoul-Madjid Mamoudou, MBA IAE Paris - Sorbonne Business School (2014) a été promu en juin 2020 , CEO de la filiale du Niger du groupe de téléphonie Airtel

On en parle...

Merci !

Le lancement de la revue annuelle 2020 qui a eu lieu en ligne le 15 décembre a été un réel succès.

L'équipe du Club Afrique remercie les Alumni, les enseignants de l'IAE Paris ainsi que nos partenaires qui ont participé à cette belle aventure.

La revue 2020 constituera encore cette année une lucarne pour les experts engagés pour le continent africain.

Chaque mois un article sera mis en ligne pour votre plaisir. Vous y retrouverez plusieurs anciens élèves de l'IAE Paris - Sorbonne qui ont apporté une réelle plus value à cette édition.

Le professeur Eric Lamarque, Directeur de l'IAE Paris Sorbonne Business School nous a fait l'honneur de signer [l'édito](#).

L'IAE Paris Alumni a désormais son application! Télécharger l'application pour des matching sur vos projets (mentors associés...)



Le Club Afrique organise tous les 1ers lundis de chaque mois un "[Zoom café Afrique](#)" à partir de 18h45. Vous pouvez vous y inscrire [ici](#).

Ce sera l'occasion de se rencontrer, d'échanger autour de diverses sujets relatifs au continent africain...

Citation



The export of oil, the export of minerais, will for many decades continue to be critical part of the growth of African economies.



The emphasis is on diversification. We have for many years-not just in South Africa but in many parts of the continent-spoken about beneficiation. And I think part of the secret, in relation, to beneficiation, is you have got to make it attractive, profitable for the private sector- and it will take off.

You may have to look at mechanisms like tax concessions...

You will not have to worry about beneficiation if it makes commercial sense?



Patrice Motsepe

Lawyer

Owner of Mamelodi Sundowns F.C. a Premier league soccer club,

Founder of African Rainbow Mineral



Équipe de rédaction

Directeur de publication

Macaire Lawin : Responsable Club Afrique

Rédacteur en chef

Tchemwe Léon Fodzo : Co-Responsable Club Afrique

Comité de rédaction

Anne-Isabelle N'Guessan

Louise-Christelle Kapenga